

Refus officiel d'entrer aux États Unis au cofondateur du mouvement palestinien BDS

11 avril 2019

Palestinian BDS National Committee (BNC)

United States, Palestine

Le 10 avril, Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, s'est vu refuser l'entrée aux États Unis à l'aéroport Ben Gourion, bien qu'il eut un passeport et un visa en règle.

Le 10 avril, Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, s'est vu refuser l'entrée aux États Unis à l'aéroport Ben Gourion, bien qu'il eut un passeport et un visa en règle. Il devait faire une tournée étatsunienne et prendre la parole notamment à NYU à Washington, NYU à New York et à l'Université Harvard ; rencontrer aussi des acteurs politiques majeurs, des leaders d'opinion et des journalistes. Après sa tournée de meetings, Omar Barghouti devait être présent au mariage à venir de sa fille.

On trouvera ci-dessous le commentaire d'Omar Barghouti sur le refus étatsunien de le laisser entrer et un communiqué de presse de l'Institut Arabe Américain (AAI), l'une des organisations américaines qui prévoyaient de l'accueillir.

Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et

Sanctions pour les droits des Palestiniens, a déclaré :

Cette interdiction étatsunienne à mon égard, motivée idéologiquement et politiquement, fait partie de la répression grandissante contre les défenseurs des droits palestiniens, israéliens et internationaux du mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité. Israël n'est pas simplement dans la poursuite de son système de plusieurs décennies d'occupation militaire et de nettoyage ethnique ; il externalise sa répression honteuse, Maccarthiste, vers les États Unis et vers des groupes xénophobes et d'extrême droite dans le monde.

Les soutiens de l'apartheid israélien aux États Unis essaient désespérément de priver des députés étatsuniens, des media, le public de l'Université de New York, d'Harvard, de la librairie Oncle Bobbie à Philadelphie et de la synagogue Tsedek de Chicago, de leur droit à écouter en direct un défenseur palestinien des droits humains qui appelle à la fin de la complicité américaine avec les crimes israéliens contre notre peuple. Mais mon débat avec Peter Beinart s'est déroulé aujourd'hui sur le campus de NYU de Washington, DC et toutes mes autres interventions vont se dérouler comme prévu, le public me verra simplement à l'écran au lieu de me voir en personne.

Une chose dont cette interdiction me prive et dont je ne peux avoir de compensation, est le droit d'être présent au mariage de ma fille qui vit aux États Unis. J'en suis blessé mais non découragé.

Avec le développement de liens intersectionnels qui mettent en relation BDS pour les droits des Palestiniens avec les luttes des communautés de couleur, des Américains autochtones, des militantes pour les femmes, de jeunes juifs du millénaire, des syndicalistes, des universitaires, des artistes, des étudiants, des groupes LGBTQI, des mouvements contre la guerre et d'autres, nous l'emporterons. Nous allons intensifier notre combat commun contre le fascisme et le racisme sous toutes

leurs formes par notre lutte cohérente moralement pour la justice, la dignité et pour une vie qui vaille d'être vécue, comme notre défunt poète Mahmoud Darwich a dit un jour.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'INSTITUT ARABE AMÉRICAIN

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

CONTACT: Tess Waggoner, twaggoner@aaiusa.org, 202-429-9210

L'ADMINISTRATION TRUMP REFUSE L'ENTRÉE À UN ÉMINENT DÉFENSEUR PALESTINIEN DES DROITS HUMAINS

La veille de sa tournée de conférences aux États Unis, le cofondateur de BDS, Omar Barghouti, interdit d'entrer.

WASHINGTON, D.C. (11 avril 2019) – Le 10 avril, Omar Barghouti, un éminent défenseur palestinien des droits humains, s'est vu interdire, à l'aéroport Ben Gourion, d'entrer aux États Unis, bien qu'il eut un titre de voyage valide. L'Institut Arabe Américain l'a invité à Washington pour participer à un certain nombre de conférences et de programmes éducatifs.

Barghouti, qui est cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) dirigé par la société civile palestinienne, devait se rendre aux USA pour une tournée de conférences qui incluait notamment des interventions publiques à NYU de Washington, DC, NYU de New York et à l'Université Harvard ; et des réunions avec des acteurs politiques de premier plan, des leaders d'opinion et des journalistes. Après sa tournée de conférences, Barghouti prévoyait d'assister au mariage imminent de sa fille.

Les difficultés à voyager qu'a eues Barghouti par le passé étaient dues aux restrictions imposées par le gouvernement israélien à ses entrées et sorties d'Israël en ne lui renouvelant pas son passeport. En ce sens, Amnesty

International a lancé un appel le 7 février 2019, exigeant d'Israël qu'il « mette fin à l'interdiction arbitraire de voyager au défenseur des droits humains, Omar Barghouti ».

En conséquence, il a reçu un passeport israélien. Comme il possédait déjà un visa pour les USA jusqu'en janvier 2021, le projet de sa tournée de conférences a été confirmé. Le 10 avril, cependant, Barghouti a été informé à l'aéroport Ben Gourion par la compagnie aérienne que le Consulat américain de Tel Aviv avait des instructions des Services Étatsuniens de la Citoyenneté et de l'immigration (USCIS) pour lui refuser de se rendre aux États Unis. Aucune explication n'a été donnée à Barghouti pour ce refus, sinon « une question d'immigration ».

Le Président de l'AAI, James Zogby a fait la déclaration suivante:

Omar Barghouti est une voix palestinienne majeure sur les droits humains. Le refus d'entrer imposé à Omar est le dernier exemple en date du mépris de ces droits par l'administration Trump. Les visites d'Omar aux États Unis n'ont jamais auparavant posé de problème, du fait de sa longue présence ici comme étudiant et lors de ses tournées de conférences. Il est clair que cette décision politique arbitraire est motivée par les efforts de cette administration pour faire taire les voix palestiniennes. Au moment où des membres du Congrès plaident pour des lois et des résolutions rétrogrades contre BDS, où des États ont voté des lois visant le mouvement non violent de boycott en violation de nos droits protégés par le Premier Amendement, il est perturbant que des acteurs politiques et le peuple américain n'aient pas l'opportunité d'écouter en direct les points de vue d'Omar. Les voix des défenseurs des droits des Palestiniens, que ce soit par des ciblage politiques ou par des lois rétrogrades et discriminatoires, sont étouffées lorsque des discussions ou des débats sont refusés.

Source : BDS movement

Traduction : SF pour BDS France